



**Organisation de Coopération et de
Développement Économiques**



**Ministère des Finances et de l'Économie
d'Antigua et de Barbuda**

***INITIATIVE POUR L'INVESTISSEMENT DANS
LE BASSIN DES CARAÏBES***

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**31 mars 2005
*St. Jean – Antigua***

***Réunion organisée conjointement
par la
Commission de Développement Industriel
du Gouvernement d'Antigua et Barbuda
et l'OCDE***

INITIATIVE POUR L'INVESTISSEMENT DANS LE BASSIN DES CARAÏBES

RÉUNION DU GROUPE DE PILOTAGE

Depuis cinq ans, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et les pays du Bassin des Caraïbes travaillent ensemble sur *l'Initiative pour l'Investissement dans le Bassin des Caraïbes (IIC)* avec la volonté d'aider les pays du Bassin des Caraïbes à évaluer leur climat d'affaires et à formuler des recommandations pour un agenda de réformes.

Les 30 et 31 mars 2005 s'est tenue à St. Jean, Antigua, la 6ème réunion de l'Initiative pour l'Investissement dans les Caraïbes co-organisée par l'OCDE et le gouvernement d'Antigua et Barbuda. L'honorable Baldwin Spencer, Premier Ministre d'Antigua et Barbuda, a prononcé le discours d'ouverture de la réunion, tandis que des allocutions introductives étaient faites par l'honorable Dr. Errol Cort, Ministre des Finances d'Antigua et Barbuda, par M. Errol Cova, Premier Ministre adjoint et Ministre des Affaires Économiques des Antilles néerlandaises et par M. Rainer Geiger, Directeur adjoint de la Direction des Affaires Financières et des Entreprises de l'OCDE.

Des représentants de haut niveau des Agences de Promotion de l'Investissement d'Antigua et Barbuda, de Barbade, du Belize, de Grenade, de la Jamaïque, des Antilles néerlandaises, de St. Lucie, de St. Vincent et des Grenadines ont participé à cette réunion, ainsi que des représentants de haut niveau des pays membres de l'OCDE (Espagne, France, Pays-Bas, Royaume Uni) et d'organisations internationales travaillant dans la région telles que l'Organisation des États Américains (OEA), l'Agence d'Investissement et de Garantie Multilatéraux (MIGA) de la Banque Mondiale et la Commission Économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ECLAC).

Les *Rapports sur l'Environnement des Affaires* des Antilles néerlandaises, d'Antigua et Barbuda, de Grenade et de St. Lucie ont été présentés lors de cette réunion. A cette date, le Costa Rica, la Jamaïque, la République Dominicaine, les Antilles néerlandaises, et l'Antigua et Barbuda ont terminé leur rapport sur l'environnement des affaires. Celui de St. Lucie est en cours de révision. La Jamaïque, le Costa Rica et la République Dominicaine ont commencé à mettre en oeuvre leur agenda de réformes et Antigua et Barbuda, ainsi que Grenade, devraient le faire sous peu.

La réunion a accueilli avec intérêt l'initiative menée par la Jamaïque pour l'établissement d'une *Association d'Agences de Promotion de l'Investissement* dans la région des Caraïbes. L'Association viserait à promouvoir le processus de réforme de l'investissement dans la région auprès des gouvernements des pays des Caraïbes. Le développement et la mise en oeuvre de l'agenda de réforme des politiques relatives à l'investissement initiés par l'IIC feraient partie de ces objectifs. Plusieurs pays participant à la réunion ont manifesté leur intérêt pour la formulation d'objectifs inscrits dans le temps pour l'amélioration du climat de l'investissement et ont fait appel à l'IIC et aux donateurs pour le soutien de cette initiative.

Le Ministre des Finances et de l'Économie d'Antigua et Barbuda, l'honorable Dr. Errol Cort, a lancé le défi suivant aux délégués : qu'ils s'assurent que le processus de réformes inclut l'harmonisation des incitations à l'investissement dans la région. La réunion est convenue de passer en revue le Programme IIC et d'y ajouter une nouvelle composante afin de tracer le chemin encore à parcourir. *La nouvelle direction se concentrera sur l'entrepreneuriat, les PME et le développement local.* Ce Programme opérera aux

niveaux international, national et local dans le cadre du *Processus de Bologne de l'OCDE*. Ce processus rassemble les pays de l'OCDE et des économies non membres en vue de renforcer le dialogue et la coopération pour promouvoir l'agenda de l'entrepreneuriat et la compétitivité des PME au niveau mondial, tout en encourageant une coopération accrue entre l'OCDE et d'autres organisations internationales dans ce domaine.

Étant donné les défis posés et les occasions offertes par la mondialisation et par le Marché et l'Économie Uniques des Caraïbes (MEUC), la réunion est convenue que la croissance et la compétitivité du secteur des PME et la stimulation d'une culture entrepreneuriale constituent autant d'étapes critiques pour un développement réussi de la région.

Les pays membres sont convenus de proposer à l'OCDE un Programme supplémentaire : ***L'Initiative pour les PME et le Développement Local du Bassin des Caraïbes*** qui viserait à:

- Améliorer l'environnement pour l'activité entrepreneuriale en vue de la création et de la croissance des entreprises au niveau national et local ;
- Conduire des études sur l'entrepreneuriat local;
- Encourager et accélérer l'entrepreneuriat féminin comme un moteur important de croissance dans la région;
- Améliorer l'accès au financement des PME;
- Faciliter l'accès des PME aux marchés internationaux, y compris par le commerce électronique ;
- Encourager le développement des PME dans l'industrie touristique du Bassin des Caraïbes et accroître leur rôle dans les chaînes de distribution et d'approvisionnement ;
- Réévaluer les politiques en matière de tourisme des pays du Bassin des Caraïbes et promouvoir des stratégies de tourisme et de développement local durable ;
- Apporter et partager l'expertise de l'OCDE dans ces domaines;
- Rendre accessibles d'autres programmes de l'OCDE qui visent à améliorer l'entrepreneuriat, les PME, la croissance et le développement local.

La conception et la préparation du programme interviendront dans les mois à venir, et le projet de programme sera examiné, discuté et approuvé par les pays du Bassin des Caraïbes, l'OCDE, leurs partenaires internationaux et les bailleurs de fonds. Au cours de la préparation de ce programme, les bailleurs de fonds s'accorderont sur son financement, afin d'assurer son lancement au début de l'année 2006.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:

Mme. Gaye Hechme
Directeur général
Commission pour le Développement Industriel
Antigua et Barbuda
Tél: (268) 462-1033
Fax: (268) 462-1038
Email: ldb@candw.ag

Mme Marie-Florence Estimé
Directeur adjoint
Centre pour l'Entrepreneuriat, les PME & Développement Local (CFE)
Chef de la Division PME et Entrepreneuriat
Organisation de Coopération et de Développement Économiques
2, rue André Pascal
75775 Paris Cedex 16, France
Tél: +33 (0) 1 45 24 94 34
Fax: +33 (0) 1 45 24 44 16
Email: marie-florence.estimate@oecd.org
Site Web: www.oecd.org/cfe/sme

Mme. Luz Curiel Beaty
Coordonnatrice de réunions
Direction des Affaires Financières et des Entreprises
Organisation de Coopération et de Développement Économiques
2 rue André Pascal
75016 Paris, France
Tél: (331) 45 24 9104
Fax: (331) 45 24 9151
Email: luz.beaty@oecd.org